



FRANCE

L'exécutif n'en fait « pas suffisamment » pour les jeunes aux yeux des Français

- Selon un sondage OpinionWay-Square pour « Les Echos », deux Français sur trois se montrent favorables à l'extension du RSA aux moins de 25 ans, particulièrement frappés par la crise économique provoquée par le Covid.
- Les craintes de l'opinion publique se cristallisent sur deux thèmes : la santé psychologique et l'accès à l'emploi.

POLITIQUE

Pierre-Alain Furbury

[@paFurbury](#)

« C'est dur d'avoir vingt ans en 2020 ». Conscients des efforts réclamés à la jeunesse et des dangers que la crise du Covid charrie, les Français ne démentent pas Emmanuel Macron sur le constat. Ils lui reprochent, en revanche, de ne pas en faire assez. Selon un sondage EcoScope OpinionWay-Square pour « Les Echos » et Radio classique, deux personnes sur trois estiment que son gouvernement ne prend « pas suffisamment en compte la situation des jeunes qui ont 20 ans aujourd'hui ». Une proportion qui atteint 75 % chez les moins de 25 ans et même la moitié des électeurs du chef de l'Etat au premier tour de la présidentielle de 2017.

« Prendre des mesures »

Si les sondés plébiscitent les repas à 1 euro par jour pour les étudiants (à 90 %) ou l'autorisation d'un jour de cours en présentiel par semaine (à 86 %), c'est peu dire qu'ils mettent la pression sur l'exécutif. « Il y a la reconnaissance d'un premier pas mais l'attente de mesures complémentaires est très forte. Et il y a chez les jeunes le sentiment de ne pas être pris en compte », décrypte Frédéric Micheau, le directeur général adjoint d'OpinionWay. Pour sept

Français sur dix (et même 81 % des 18-24 ans), l'action publique devra « réparer les dommages de la crise sanitaire sur la vie des jeunes ». Pour 86 % d'entre eux, le gouvernement doit « prendre des mesures » pour faciliter leur entrée sur le marché du travail.

L'extension du RSA au moins de 25 ans, poussé par la gauche et jusqu'ici rejetée par la majorité, est aussi largement réclamée : 68 % des personnes interrogées s'y disent favorables, parmi lesquels 79 % des jeunes, 73 % des électeurs d'Emmanuel Macron et, même, la moitié de ceux de François Fillon (48 %), alors que les soutiens des Républicains continuent, pour la plupart d'entre eux, d'y voir une mesure d'« assistanat ». « Cela fait polémique sur la scène politique, mais pas dans l'opinion, où le sentiment d'urgence et celui qu'il y a un trou dans la raquette dominant », explique Bruno Jeanbart, le vice-président de l'institut de sondages.

« Compliqué à gérer »

Ces résultats s'expliquent par l'ampleur de l'inquiétude. Pas moins de 69 % des Français se montrent « pessimistes pour l'avenir de ceux qui ont 20 ans », quand 47 % le sont pour leur propre avenir. Les craintes se cristallisent sur la santé psychologique et l'accès à l'emploi (donc le niveau de revenu).

Plus de huit personnes sur dix pensent que la crise aura un « effet négatif » sur ces deux fronts. Mais aussi, de manière significative (pour près de sept Français sur dix), sur les « compétences relationnelles » et la valeur des diplômes.

Bien que frappés de plein fouet par la crise économique, les 18-25 ans se révèlent, comme souvent, un peu moins pessimistes pour leur avenir propre et celui de leur génération que la moyenne des Français. Le niveau d'anxiété reste toutefois élevé. Il concerne un jeune sur deux. Et, surtout, « cela crée une situation paradoxale et compliquée à gérer pour l'exécutif », conclut Bruno Jeanbart. L'inquiétude dépasse les rangs des jeunes. Le sentiment que le bien-être de cette classe d'âge est un problème spécifique s'installe dans la société française. Il atteint notamment les personnes âgées, qui votent davantage... ■





« Il y a la reconnaissance d'un premier pas mais l'attente de mesures complémentaires est très forte. Et il y a chez les jeunes le sentiment de ne pas être pris en compte. »

FRÉDÉRIC MICHEAU
Directeur général adjoint
d'OpinionWay

Logement : une aide de 1.000 euros pour tous les actifs de moins de 25 ans

La ministre du Logement, Emmanuelle Wargon, a annoncé lundi sur LCI une aide « à l'installation » de 1.000 euros à destination des jeunes de moins de 25 ans en emploi depuis moins de dix-huit mois, quel que soit la nature du contrat : CDD, CDI, intérim. Elle est réservée à un premier logement en location, pour les actifs gagnant moins de 1.300-1.400 euros net par mois. « Si vous êtes en alternance (contrat de professionnalisation ou d'apprentissage), il n'y a pas de limite d'âge », a-t-elle ajouté. La mesure sera effective dès le 18 février, sur le site d'Action Logement et concerne les logements dont le bail est effectif depuis moins de trois mois.





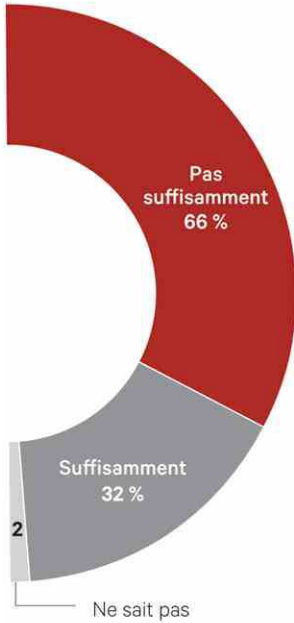
La prise en compte de la situation des jeunes par l'exécutif

En % des répondants

« Selon vous, le gouvernement prend-il suffisamment en compte ou pas la situation des jeunes qui ont 20 ans aujourd'hui ? »

« Etes-vous favorable ou opposé à chacune des mesures suivantes pour les jeunes ? »

■ Tout à fait favorable ■ Plutôt favorable □ % favorable
■ Plutôt opposé ■ Tout à fait opposé □ Ne sait pas



Les repas à 1 euro pour les étudiants dans les restaurants universitaires



L'autorisation d'un jour de cours en présentiel pour les étudiants



L'extension des droits au RSA pour les personnes âgées de 18 à 24 ans



• LES ÉCHOS • / SOURCE : OPINIONWAY POUR • LES ÉCHOS •, RADIO CLASSIQUE, SQUARE. ÉCHANTILLON DE 1.002 PERSONNES INTERROGÉES LES 10 ET 11 FÉVRIER 2021 / PHOTO : REUTERS

